

Séance ordinaire du lundi 8 février 2021

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture et culture scientifique

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

Absents :

Principes et modalités de soutien au spectacle vivant - Approbation

Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite développer un projet de politique culturelle solidaire et responsable qui contribue à la régulation de l'écosystème artistique sur le territoire. A cet effet, dans une démarche volontaire, en ce début de mandat et dans cette période difficile, elle souhaite mettre en place les modalités de soutien visant à contribuer à accompagner, voire impulser, les bases du « monde culturel d'après » en collaboration avec ses partenaires. Des mesures pour inciter les artistes à se regrouper et mutualiser leurs énergies seront ménagées. Il sera porté une grande attention dans les projets soutenus sur les conditions de juste rémunération salariale et de respect des droits des auteurs et artistes-interprètes. Enfin, tous les projets visant à promouvoir les valeurs de non-discrimination, de solidarité notamment envers les personnes handicapées (publics ou créateurs), d'égalité et de laïcité seront fortement défendus. La place des femmes artistes et des compagnies et structures portées par des femmes sera au cœur de l'ensemble des réflexions et des actions visant à accentuer leur présence sur les plateaux et les scènes, dans les organes délibératifs de gouvernance des structures culturelles ou dans les textes lus ou joués.

A cet effet, il est proposé d'adopter les grands principes qui permettront d'orienter les attributions financières et les soutiens de la collectivité pour cette année et les prochaines. Ces principes énoncés visent à une transparence des critères d'attribution des aides municipales. Une complémentarité des dispositifs de soutien aux artistes et compagnies aura lieu avec la Métropole mais aussi avec le Département, la Région et l'Etat avec qui des contacts réguliers seront pris pour partager les décisions et les accompagnements pour offrir plus de cohérence et des moyens supplémentaires aux artistes et compagnies en création.

1-Les demandes seront étudiées conformément aux compétences de la Ville, afin d'éviter les dépôts de demandes identiques avec la Métropole, de diminuer le nombre de dossiers techniques à réaliser pour les

artistes et compagnies afin qu'ils se consacrent à leurs projets artistiques. Cela contribue à clarifier les échelles d'intervention des collectivités en instaurant une véritable politique de territoires.

La compétence culturelle de la Ville, dans le secteur du spectacle vivant, est, depuis le transfert à la Métropole de la gestion des grands équipements et des manifestations à rayonnement national, centrée sur l'action culturelle. Ceci se traduit par la mise en œuvre d'actions de proximité au quotidien, à travers un lien social avec un équipement, une action avec une compagnie ou l'organisation de manifestations dans l'espace public ou les équipements de la ville. Dès lors, le soutien au milieu du spectacle vivant peut se traduire par l'octroi de subventions, le prêt de salles, la mise à dispositions de locaux, l'aide à la communication ou à la logistique. Les artistes et structures bénéficiaires doivent alors contribuer à valoriser un quartier, un bassin de vie et contribuer à dialoguer avec les autres ressources municipales : Maisons pour tous, établissements scolaires, établissements d'enseignements artistiques, EHPAD, associations...

Les résidences d'artistes accompagnées devront systématiquement faire l'objet d'actions culturelles à l'échelle du quartier du lieu d'accueil de celles-ci et construire un véritable dialogue avec les partenaires et institutions de celui-ci.

2- La logique de reconduction des aides est supprimée, afin de donner à la Ville de Montpellier les moyens de s'adapter à l'évolution de l'écosystème culturel et d'impulser le soutien à de nouvelles structures et de nouveaux projets. Près d'un tiers des aides octroyées sera consacré pour servir de tremplin aux actions, pratiques et projets émergents, aux structures qui s'orientent vers un renouvellement des formes et des pratiques mais également des modes de gouvernance s'orientant vers davantage de participation des publics et un véritable engagement vers l'accentuation de la présence des femmes au sein des projets artistiques et culturels.

3- Une aide plancher d'un montant de 1000 euros est instaurée, afin d'éviter un saupoudrage improductif artistiquement parlant mais aussi une durée de vie cadrée pour les projets afin de pouvoir réinterroger la pertinence de son maintien. Des conventions pluriannuelles d'objectifs et de moyens vont progressivement se généraliser pour les attributions supérieures à 5 000 €, afin d'instaurer dans les conditions de soutien la mise en œuvre progressive de moyens d'autonomisation et de diversification des financements pour les structures. Un véritable dialogue entre la collectivité et l'association ou la compagnie va être mis en place de manière systématique préalablement au versement du solde de la subvention, afin de permettre une meilleure lisibilité de l'avancée des projets.

4 - Critères d'analyse des aides à la résidence des aides à la création et la production musicales, théâtrale, chorégraphique, circadienne et pour les arts de la rue :

A) Aide aux résidences

- Artiste, compagnie ou collectif dans le domaine du spectacle vivant, domicilié sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Pertinence et maturité du projet artistique ;
- Soutiens (résidences, coproductions/subventions/préachats etc.) acquis ou en cours, avec des structures de la Métropole et/ou extra-métropolitaines ;
- Propositions d'actions culturelles en direction des publics du quartier, en relation avec le projet ;
- Faisabilité technique.

L'analyse de ces demandes sera effectuée par une commission avec des membres de l'administration et complétée, le cas échéant, de personnalités extérieures pouvant justifier d'une totale indépendance par rapport aux soutiens consentis afin de garantir les intérêts des artistes et compagnies.

B) Aides aux projets artistiques et culturels

- a. Valeur intrinsèque du projet : Qualité artistique du projet, de la production artistique ou de la programmation, adéquation entre l'objectif et le milieu, durée du projet par rapport aux coûts ;
- b. Inscription du projet et/ou travail dans le territoire : pas de doublement avec des projets existants, structurant pour le territoire, effets structurants sur le développement culturel du territoire ;
- c. Valorisation d'artistes et/ou de pratiques émergentes, pratiques novatrices, gouvernances participatives, exigence de parité artistiques ;

- d. Vitalité de la compagnie ou de l'association : environnement professionnel de l'artiste ou l'association, volume des co-productions ou soutiens autres, dates de programmation, nombre d'adhérents, adéquation budget / objectifs, échéanciers réalistes ;
- e. Public visé : actions vers les publics éloignés pour tout motif : social, géographique, handicap ;
- f. Financement d'autres partenaires, coproductions, mécénat, recherche d'autonomie progressive.

5 - Des commissions ou des appels à projets transversaux avec les relations internationales, le développement économique, la jeunesse, l'environnement, la solidarité seront constitués au cas par cas, pour permettre que les projets dynamiques et pluridisciplinaires soient accompagnés de manière concertée.

6- Afin que l'enjeu principal soit la qualité du projet culturel et artistique, il est nécessaire de se laisser le temps d'aller découvrir le travail d'une nouvelle structure ou d'une compagnie ou d'un groupe pour éventuellement y apporter son soutien. Pour permettre l'entrée dans un projet artistique par son expertise c'est-à-dire par le sensible, le poétique et l'intelligence de la démarche, les aides devraient pouvoir être accordées au fil de l'année.

Plutôt que d'attribuer les aides en début d'année civile comme c'est le cas dans d'autres disciplines ou secteurs ou de devoir établir une année de carence, 10% de l'enveloppe des subventions au spectacle vivant seront réservés pour les projets des compagnies ou associations dont le service « Spectacle vivant » ne connaît pas encore le travail.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adopter ces grands principes et critères d'attribution des subventions, aides aux résidences et aides à la création artistique et culturelle ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 8 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 17 février 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 17 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210208-154197-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 17/02/21
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.